

(Traduction non officielle)

Annonce du Conseil de l'Investissement

No. 5/2563

Mesure pour la promotion de l'investissement dans l'économie de base

-----

Pour donner suite à l'Annonce du Conseil de l'Investissement No. 2/2557 du 3 décembre 2014 concernant les politiques et critères de promotion de l'Investissement,

En vertu de l'article 16, paragraphe 2, de l'article 18 et de l'article 31 de la loi sur la promotion de l'investissement, B.E. 2520 (1977) et afin de promouvoir les investissements locaux et d'encourager les entrepreneurs potentiels à participer au soutien des activités commerciales locales et à l'amélioration de la compétitivité de l'économie de base, le Conseil de l'Investissement publie la présente annonce comme suit.

1. Le Conseil juge opportun d'annuler l'annonce du Conseil d'investissement n ° 11/2561 du 28 décembre 2018 sur les mesures pour la promotion de l'investissement dans l'économie de base.

2. Qualifications, conditions, droits et avantages pour les projets pouvant être promus selon les mesures pour la promotion de l'investissement dans l'économie de base

2.1 Projets déjà en cours, recevant ou non une promotion de l'investissement

(1) Dans le cas où le projet est actuellement promu, il doit être le type d'entreprise que le Conseil de l'Investissement a promulgué au moment de la demande de promotion dans le cadre de cette mesure. De plus, les droits et avantages, l'exonération ou la réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés ont pris fin ou c'est un projet qui ne reçoit pas de droits et avantages d'exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés.

(2) Dans le cas où le projet n'est pas promu, il doit être le type d'entreprise que le Conseil de l'Investissement a promulgué au moment de la demande de promotion dans le cadre de cette mesure.

#### Conditions

(1) Un investissement minimum d'au moins 1 000 000 bahts est requis pour chaque projet (hors coût du terrain et du fonds de roulement) et le projet doit soutenir les organisations locales d'au moins 200 000 bahts par cas.

(2) Le projet doit proposer des projets de coopération avec les organisations locales afin de renforcer leur compétitivité dans la fabrication ou la fourniture de services. Cet effort doit être achevé dans les 3 ans à compter de la date de délivrance du certificat de promotion.

(3) Les organisations locales prises en charge désignent les coopératives ou les entreprises communautaires locales enregistrées auprès des agences concernées ou des administrations locales exerçant une gamme d'activités précise, telles que l'agriculture et l'agriculture transformée, l'industrie légère et le tourisme communautaire.

#### Droits et avantages

(1) Les projets promus seront exonérés de l'impôt sur les sociétés pendant 3 ans pour les revenus générés par leurs activités commerciales existantes, représentant au maximum 120% de l'investissement en capital (hors coût du terrain et du fonds de roulement). Le montant de l'exonération est calculé sur la base de l'investissement (hors coût du terrain et du fonds de roulement) ou des dépenses réelles supportées par les activités des organisations locales comme spécifiées par le Conseil telles que la construction d'installations, les coûts de

machines et outils et les frais de formation etc. La période d'exemption est comptée à partir de la date à laquelle des revenus sont générés après l'obtention du certificat de promotion.

(2) Les projets promus recevront des incitations non fiscales conformément aux critères énoncés dans l'annonce du Conseil de l'Investissement No. 2/2557 du 3 décembre 2014.

2.2 Les projets promus existants où les droits et avantages d'exonération d'impôt sur le revenu ne sont pas encore terminés ou est un nouveau projet d'investissement qui a été soumis pour la promotion de l'investissement et bénéficiera de droits et avantages exonération de l'impôt sur le revenu des sociétés.

#### Conditions

(1) Le projet doit avoir un investissement d'au moins 200 000 bahts par soutien à l'organisation locale.

(2) Le projet doit proposer des projets de coopération avec les organisations locales afin de renforcer leur compétitivité dans la fabrication ou la fourniture de services. Cet effort doit être achevé dans les 3 ans à compter de la date de délivrance du certificat de promotion.

(3) Les organisations locales prises en charge désignent les coopératives ou les entreprises communautaires locales enregistrées auprès des agences concernées ou des administrations locales exerçant une gamme d'activités précise, telles que l'agriculture et l'agriculture transformée, l'industrie légère et le tourisme communautaire.

#### Droits et avantages

Les projets recevront une exonération complémentaire de l'impôt sur le revenu des sociétés au maximum 120% de l'investissement en capital (hors coût du terrain et du fonds de roulement). Le montant de l'exonération est calculé sur la base de l'investissement (hors coût du terrain et du fonds de roulement) ou des dépenses réelles supportées par les activités des organisations locales comme spécifiées par le Conseil telles que la construction d'installations, les coûts de machines et outils et les frais de formation etc.

3. Les projets promus dans le cadre de cette mesure peuvent également demander des droits et avantages selon d'autres mesures.

4. La demande de promotion des investissements doit être soumise dans le dernier jour ouvrable de 2021.

Cette annonce sera applicable à partir du 6 février 2020.

Annoncé le 11 mars 2020.

Général Prayut Chan-o-cha  
(Prayut Chan-o-cha)  
Président du Conseil de l'Investissement